

Metz, le 14 avril 2023

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

XPO TANK CLEANING NORD FR (ex SONECOVI)

zone portuaire

avenue du Rhône

69360 Ternay

Références : SEMECOURT_XPO_2023-04-12_RAPVI_RPE_24807

Code AIOT : 0006201469

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 mars 2023 dans l'établissement XPO Tank Cleaning Nord FR (ex Sonecovi) implanté voie romaine Grignon Pré RD 112 E 57280 Semécourt. L'inspection a été annoncée le 13 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC). Elle traite également des suites apportées par l'exploitant suite aux conclusions du contrôlé inopiné des rejets aqueux le 18 juillet 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- XPO Tank Cleaning Nord FR (ex Sonecovi)
- voie romaine Grignon Pré RD 112 E 57280 Semécourt
- code AIOT : 0006201469
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société XPO Tank Cleaning exploite une installation de lavage de citernes routières et petits contenants ; elle est tenue de respecter l'arrêté préfectoral n° 2001-AG/2-265 du 26 juillet 2001 modifié autorisant la société Resoclean Europe à poursuivre l'activité.

La société Sonecovi a repris les activités exercées par Resoclean Europe le 24 janvier 2005 : elle a informé le préfet, par courrier du 5 janvier 2016, du changement de sa raison sociale suite à son intégration au sein du groupe XPO Logistics.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance de rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	autre information
10	Bilan technique	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.10 (partiel)	/	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	autre information
11	Méthode de mesure	arrêté ministériel du 02/02/1998 article 58-II	/	sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des produits	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.3	/	sans objet
2	Effluents de lavage	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.8	/	sans objet
3	Suivi du lavage	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.10	/	sans objet
4	Alimentation en eau	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.1(partiel)	/	sans objet
5	Convention	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.3	/	sans objet
6	Normes de rejets	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.4	/	sans objet
7	Conditions de rejets	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.6	/	sans objet
8	Fréquence de contrôle	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.7 à IV.8	/	sans objet
9	Communication des résultats	arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.9	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate deux non-conformités : absence de bilan technique de la station physico-chimique (point de contrôle 10) et non-remplacement du canal de mesure (point de contrôle 11). Compte tenu de l'action et des déclarations de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade et lui demande de transmettre, sous deux mois, les résultats du bilan technique de la station physico-chimique et le justificatif du remplacement du canal de mesure.

L'inspection n'a pas d'observation sur les autres prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des produits

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.3
Thème(s) : risques accidentels, liste des produits
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées une liste détaillée des produits susceptibles d'avoir été transportés par les citernes et les petits contenants admis sur l'installation pour y être lavés.
Constats : L'exploitant tient une liste détaillée des produits susceptibles d'avoir été transportés dans les citernes dans un logiciel (SAP) où sont enregistrés tous les traitements effectués. Vu le contrôle par sondage de la liste des produits lavés entre le 05/12 et le 09/12/2022 : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Effluents de lavage

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.8
Thème(s) : situation administrative, effluents de lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Les effluents de lavage, hormis ceux qui doivent aller en centre de traitement de déchets industriels, sont acheminés vers la station de traitement physico-chimique.
Constats : L'inspection constate que les effluents de lavage sont évacués dans une citerne compartimentée en fonction de leur catégorie avant acheminement vers la station de traitement. Sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Suivi du lavage

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article III.10
Thème(s) : risques accidentels, suivi du lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un relevé sur lequel sont systématiquement notés : <ul style="list-style-type: none">- le numéro du camion et son propriétaire ;- la date et l'heure du lavage ;- la nature du produit qu'il contenait ainsi que son origine ;- la quantité d'effluents de prélavage recueillie.
Constats : L'exploitant établit, pour chaque intervention, une fiche de nettoyage comportant tous les éléments prescrits. Vu le contrôle par sondage des fiches XPO 052 202205028 (lavage du 07/03/2023 - produit acide gras) et XPO 052 202205101 (lavage du 28/02/2023 - produit styrène) : sans observation sur la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Alimentation en eau

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.1(partiel)
Thème(s) : situation administrative, alimentation en eau
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : L'alimentation en eau de l'établissement se fera à partir du réseau communal et à partir d'un puits prélevant l'eau dans la nappe alluviale de la Moselle. Le débit de prélèvement dans la nappe sera limité à 15 m³/h, sans toutefois dépasser 60 m³/jour ; cette eau prélevée sera utilisée exclusivement pour les épreuves et les essais d'étanchéité des citernes.</p> <p>La conduite d'amenée d'eau potable sera dotée d'un dispositif de disconnexion. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare ne plus prélever dans la nappe depuis plusieurs années, le puits n'étant plus fonctionnel : toute sa consommation se fait à partir du réseau public, dont la conduite d'amenée est dotée d'un dispositif de disconnexion. L'inspection n'a pas d'observation sur la prescription contrôlée.</p>
<p>Observations : L'exploitant déclare que sa consommation d'eau, en baisse par rapport à 2020 (volumes consommés de 14 986 m³ en 2020 / 7 300 m³ en 2021 / 9 081 m³ en 2022) est surtout liée au niveau d'activité et à la nature des produits présents dans les citernes.</p> <p>Il a mis en place des actions de réduction de la consommation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pose de variateurs sur les compresseurs de nettoyage ; - utilisation de buses de pulvérisation à forte pression.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Convention

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.3
Thème(s) : risques chroniques, convention
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée : Les effluents traités et sortant de la station physico-chimique sont dirigés vers la station communale de Maizières-lès-Metz. Une convention est établie entre l'exploitant et le gestionnaire de ladite station. Le texte de ladite convention est communiqué à l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Cette convention fixe au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les normes de rejets qui ne devront pas dépasser les maximas fixés à l'article IV.4 suivant ; - les informations que le gestionnaire de la station fournira à l'exploitant en ce qui concerne l'impact des rejets sur le fonctionnement des installations de traitement et la qualité des boues résiduaires.
<p>Constats : Vu la convention de rejet avec la communauté de commune de Maizières lès Metz, datée du 10 janvier 2006 et conforme aux prescriptions : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.4

Thème(s) : situation administrative, normes de rejets

Point de contrôle déjà contrôlé :

date : contrôle inopiné du 18 juillet 2022

Prescription contrôlée :

Les effluents en sortie de la station physico-chimique de l'installation à destination de la station d'épuration communale doivent satisfaire aux caractéristiques suivantes :

- débit maximum d'effluents : journalier : 60 m³/jour ;
horaire : 10 m³/heure ;

- PH : 6,5 à 8,5 ;

- température inférieure à 30°C ;

- teneurs :

MES < 150 mg/l ;

DCO < 1 000 mg/l ;

DBO5 < 500 mg/l ;

DCO/DBO5 1,5 à 2,5 ;

azote total (exprimé en N) < 150 mg/l ;

phosphore total (exprimé en P) < 50 mg/l ;

hydrocarbures totaux < 10 mg/l ;

indice phénol < 0,3 mg/l ;

phénols < 0,1 mg/l ;

chrome hexavalent < 0,1 mg/l ;

cyanures < 0,1 mg/l ;

arsenic et composés (en As) < 0,1 mg/l ;

plomb et composés (en Pb) < 0,5 mg/l ;

cuivre et composés (en Cu) < 0,5 mg/l ;

chrome et composés (en Cr) < 0,5 mg/l ;

nickel et composés (en Ni) < 0,5 mg/l ;

zinc et composés (en Zn) < 2 mg/l ;

manganèse et composés (en Mn) < 1 mg/l ;

étain et composés (en Sn) < 2 mg/l ;

fer, aluminium et composés (en Fe + Al) < 5 mg/l ;

métaux (Zn + Cd + Cu + Fe + Ni + Cr + Al + Pb + Sn) < 8 mg/l ;

composés organiques du chlore (en AOX) < 5 mg/l ;

fluor et composés (en F) < 15 mg/l ;

composés cycliques hydroxylés < 0,1 mg/l ;

- flux :

flux maximum journalier horaire

DCO < 60 kg/j < 2,5 kg/h

DBO5 < 30 kg/j < 1,25 kg/h

MES < 36 kg/j < 1,5 kg/h

azote < 9 kg/j

Constats :

Lors du contrôle inopiné du 18 juillet 2022, l'organisme de contrôle avait relevé le dépassement des valeurs limites d'émission pour les paramètres suivants : température, DCO, DBO5, rapport DCO/DBO5, azote total, hydrocarbures totaux.

L'exploitant explique ces dépassements par la conjonction de fortes températures extérieures et des charges polluantes fortes sur les citernes lavées.

Vu :

les rapports de la société Eurofins pour les mois de janvier (prélèvement du 17/01/2023) et février (prélèvement du 27/02/2023), portant sur l'ensemble des paramètres prescrits au regard des fréquences de mesure (cf point de contrôle 8) ;

<ul style="list-style-type: none"> les mesures d'autocontrôle quotidien (débit, température, pH, DCO) et hebdomadaire (phénol) saisies sur le logiciel GIDAF pour les mois de janvier et février 2023. <p>L'inspection constate le retour à la conformité pour les paramètres mesurés en dépassement lors du contrôle inopiné du 18 juillet 2022, et le respect des prescriptions pour les autres paramètres.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.6
Thème(s) : situation administrative, conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les effluents transiteront dans une cuve de sécurité avant d'être rejetés dans le réseau communal. Les rejets s'effectueront par bâchées sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté. Pour chaque bâchée, des contrôles de pH et de DCO seront effectués préalablement au rejet. Si les résultats du contrôle satisfont les seuils définis à l'article IV.4, alors le rejet pourra se faire au réseau communal ; dans le cas contraire, les effluents pourront soit retransiter par la station physico-chimique définie à l'article IV.2, soit être stockés en vue d'un traitement en centre spécialisé dûment autorisé.</p> <p>Les analyses de chaque bâchée seront enregistrées ainsi que le devenir des effluents concernés et feront l'objet d'une transmission à l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare rejeter les eaux de lavage par bâchée après contrôles des paramètres prescrits, et saisir les résultats de mesure sur le logiciel GIDAF.</p> <p>Vu le contrôle par sondage des mesures enregistrées sur GIDAF pour le mois de janvier 2023 : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Fréquence de contrôle

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, articles IV.7 à IV.8
Thème(s) : risques chroniques, fréquence de contrôle
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article IV.7 Contrôles hebdomadaires et mensuels</p> <p>Article IV.7.1 Contrôles hebdomadaires</p> <p>La mesure de la teneur en phénol sera réalisée une fois par semaine en autocontrôle par l'exploitant. Cette analyse pourra être réalisée par une méthode simple choisie en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Article IV.7.2 Contrôles mensuels</p> <p>La mesure de la teneur des métaux suivants : Cr VI et Cr total, Zn, Cd, Cu, Fe, Ni, Al, Pb, et Sn sera réalisée mensuellement par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Ces mesures seront réalisées sur un échantillon moyen représentatif des rejets sur un mois.</p> <p>À cet effet, l'émissaire de rejets sera équipé de manière à pouvoir installer un appareil pouvant réaliser l'échantillonnage mensuel.</p>

<p>Article IV.8 Contrôles trimestriels Un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées procède trimestriellement [...] à des prélèvements et aux analyses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MES, DBO5, azote total ; - cyanures ; - Zn, Cd, Cu, Fe, Ni, Al, Pb, Sn ; - fluorures ; - hydrocarbures ; - composés cycliques hydroxylés ; - les AOX.
<p>Constats : Vu :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les rapports mensuels (contrôle par sondage pour décembre 2022 et janvier 2023) et les rapports trimestriels (contrôle par sondage pour les quatre trimestres 2022) établis par la société Eurofins ; • les éléments saisis sur le logiciel GIDAF, montrant des mesures pour les paramètres et aux fréquences prescrits (contrôle par sondage pour l'année 2022). <p>Sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 9 : Communication des résultats

<p>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.9</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, communication des résultats</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble des résultats font l'objet d'une transmission trimestrielle à l'inspecteur des installations classées. Elle est effectuée dans les meilleurs délais. Dans ce rapport, les éléments surveillés apparaîtront en teneur dans les rejets, et en flux horaires, journaliers et mensuels.</p>
<p>Constats : Vu la saisie mensuelle sur le logiciel GIDAF des mesures de contrôles des rejets aqueux (contrôle par sondage pour l'année 2022), comprenant tous les éléments prescrits : sans observation sur la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>
<p>Proposition de suites : sans objet</p>

N° 10 : Bilan technique

<p>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 26/07/2001, article IV.10 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, bilan technique de fonctionnement de la station</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Un bilan technique du fonctionnement de la station sera réalisé trois fois par an par un organisme extérieur choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Le rapport de contrôle sera adressé à l'inspecteur des installations classées et à l'agence de l'eau Rhin-Meuse dans les meilleurs délais.[...]</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas réaliser le bilan technique prescrit. Il s'interroge sur l'utilité de cette prescription qui ne lui est, sur d'autres sites où il exploite des activités similaires, pas imposée ou est imposée à une fréquence annuelle : il envisage à ce titre, et compte tenu des bons résultats des mesures de ses rejets aqueux, de demander une révision de la prescription.</p>

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis, par courriel du 30 mars 2023, une commande à la société Eurofins pour la réalisation d'un bilan technique 24h entrée/sortie de la STEP.
Observations : Compte tenu de l'action et des déclarations de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade et demande à ce dernier de lui transmettre, sous deux mois, les résultats du bilan technique de la station physico-chimique. L'inspection signale à l'exploitant que, s'il souhaite la révision de la prescription contrôlée, jugée inadaptée, il doit en faire la demande justifiée auprès de monsieur le préfet.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : néant à ce stade

N° 11 : Méthode de mesures

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 02/02/1998, article 58-II (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, méthode de mesures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • date : contrôle inopiné du 18 juillet 2022 ; • action demandée : remplacement du canal de mesure.
Prescription contrôlée : Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. [...]
Constats : Lors du contrôle inopiné du 18 juillet 2022, l'organisme de contrôle relevait notamment que le canal de mesure installé au niveau du point de rejet était inopérant car "endommagé" et "à remplacer" d'après le certificat de maintenance fourni par l'exploitant en date du 19 août 2021. L'inspection constate que le canal de mesure a fait l'objet de réparation : l'exploitant a confirmé la commande de travaux de remplacement de cet équipement, justifiée par la présentation d'un bon de commande.
Observations : Compte tenu de l'action de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade et demande à ce dernier de lui transmettre, sous deux mois, le justificatif du remplacement du canal de mesure.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : néant à ce stade